

NICOLAE TITULESCU À ATHÈNES: UN ENTRETIEN SUR LA PORTÉE DU PACTE BALKANIQUE

DIMITRIS MICHALOPOULOS

(Athènes)

Au mois de février 1934, Nicolae Titulescu était à Athènes, à titre de plénipotentiaire roumain pour la signature solennelle du pacte balkanique¹. Ladite signature fut apposée, en effet, le 9 de ce mois-là, dans la grande salle de l'Académie d'Athènes, les autres plénipotentiaires étant Dimitrios Maximos, ministre grec des Affaires étrangères, et ses homologues turc, Tevfik Rüstü Aras, et yougoslave, Bogoljub Jeftić. Il n'y avait pas de plénipotentiaire albanais ni bulgare et, en conséquence, ces deux pays brillaient par leur absence. Quoi qu'il en soit, le pacte fut bel et bien signé – ce qui fut considéré comme un grand succès diplomatique du cabinet Tsaldaris alors au pouvoir².

Panayis Tsaldaris était le chef du Parti populiste, à savoir de la formation politique rivale du Parti libéral d'Éleuthérios Vénisélos, voire du monde véniséliste tout entier. Apparemment donc le ministère Tsaldaris était conservateur et d'emblée hostile aux Puissances occidentales, la France et la Grande-Bretagne, protectrices traditionnelles, depuis le début du XX^e siècle, de Vénisélos et de ses partisans. Or, les choses avaient bien changé depuis la fin de la Grande Guerre. Vénisélos, en effet, qui était resté au pouvoir pendant quelques longues années (1928–1933), désormais s'orientait vers l'Italie fasciste: déjà au mois de septembre 1928, à l'occasion de la signature à Rome d'un traité italo-grec³, il avait conclu, personnellement avec Benito Mussolini, une espèce d'alliance «tacite»: si la

¹ Le texte du pacte: *Επίσημα Πρακτικά των Συνεδριάσεων της Βουλής* (= Travaux parlementaires. Procès-verbaux), Β' σύνοδος (=2^e session), συνεδρίαση 19ης Μαρτίου 1934 (séance du 19 mars 1934). Athènes: Imprimerie Nationale, 1935, pp. 36–37.

² Depuis le 10 mars 1933. Voir Alkiviadis Provatas, *Πολιτική Ιστορία της Ελλάδος, 1821–1980. Νομοθετικά και Εκτελεστικά Σώματα* (= *Histoire politique de la Grèce. Corps législatifs et exécutifs*), Athènes 1980, p. 507.

³ Traité d'Amitié, de Conciliation et de Règlement Judiciaire entre la Grèce et l'Italie (signé à Rome le 23 septembre 1928). Le texte: Ministère royal des Affaires étrangères, *Documents diplomatiques. L'agression de l'Italie contre la Grèce* (Athènes 1940), pp. 7–8.

Yougoslavie en venait à agresser la Grèce en raison de l'affaire de Salonique, celle-ci «ne combattrait pas seule son agresseur»⁴. Les Yougoslaves, en effet, revendiquaient une partie du port de la métropole macédonienne pour s'assurer «un débouché sur la Mer Égée». Cela signifiait, bien entendu, la souveraineté yougoslave sur une tranche du quai de Salonique. Le gouvernement grec du général Théodoros Pangalos accepta cela en 1926, mais le Parlement refusa par la suite de ratifier les accords. Belgrade menaça de guerre et, la Grèce étant isolée et ne disposant pratiquement ni d'armée ni d'aviation⁵, la situation s'avérait sérieuse pour le gouvernement d'Athènes – jusqu'au moment où Mussolini offrit sa garantie. Salonique était sauvée pour la Grèce, mais cela allait avoir des conséquences très graves: Vénisélos rompit son amitié avec les Français et les Anglais et devint italophile. Or, si un nouveau conflit mondial éclatait, quelle serait l'attitude de la Grèce?

I.

Titulescu resta à Athènes plusieurs jours après la signature du Pacte et eut, le 14 février, un long entretien avec Ghéorghios Kafantaris. Celui-ci comptait parmi les plus anciens collaborateurs de Vénisélos. Déjà en 1915, il avait obtenu le portefeuille de l'Intérieur dans le gouvernement Vénisélos nouvellement formé et était devenu, en 1917, le ministre de l'Agriculture⁶. Membre éminent du monde libéral grec, il comptait, malgré ses désaccords avec Vénisélos, parmi les amis les plus sûrs de celui-ci⁷. À cette époque-là, ce dernier se trouvait en Crète, son île natale, et bon gré mal gré, il avait assumé le rôle de censeur de la vie politique grecque, sinon balkanique. Les lettres copieuses que lui adressait Kafantaris lui étaient délivrées par des personnes «sûres» qui se rendaient en Crète à bord des bateaux à vapeur qui faisaient escale à La Canée.

Quoi qu'il en soit, l'entretien entre Titulescu et Kafantaris eut lieu l'après midi du 14 février 1934⁸. La discussion fut animée, car il y avait un désaccord fondamental entre les deux hommes politiques. Tandis que N. Titulescu était en faveur du pacte balkanique signé quelques jours auparavant, G. Kafantaris, reflétant la pensée d'Él. Vénisélos, était ardemment contre. La raison? L'Italie.

⁴ Kostas Al. Karamanlis, *Ο Ελευθέριος Βενιζέλος και οι εξωτερικές μας σχέσεις, 1928–1932* (= Éleuthérios Vénisélos et la politique extérieure de la Grèce, 1928–1932), Athènes: Helliniki Euroekdotiki, 1986), pp. 55–56.

⁵ Archives historiques d'Éleuthérios Vénisélos ([dorénavant: AHÉV] Athènes: Institut de recherches sur Éleuthérios Vénisélos et son époque), document N° 1/89/18, Éleuthérios Vénisélos à Konstantinos Démertzis (alors président du Conseil), Paris, le 4 mars 1936.

⁶ A. Provatas, *op. cit.*, p. 399.

⁷ Cf. K. Al. Karamanlis, *op. cit.*, p. 46.

⁸ AHÉV, document N° 1/54/26, lettre de G. Kafantaris à Éleuthérios Vénisélos, Athènes, le 14 février 1934.

À vrai dire, Titulescu était le «père» du pacte balkanique, bien que les préparatifs eussent été faits par un autre homme politique grec, Alexandros Papanastassiou, chef de l'aile gauche du monde véniséliste et président du Conseil durant quelques semaines en 1932⁹. Or, Titulescu, au cours de sa visite à Athènes à partir du 20 octobre 1933, avait proposé officiellement au gouvernement grec la «réunion des deux axes» déjà existants dans les Balkans, à savoir des axes gréco-turc¹⁰ et roumano-yougoslave. Étant donné, en plus, que Titulescu avait proposé cela, après être «passé» auparavant par Ankara, il était clair qu'il s'était assuré l'accord préalable du gouvernement turc¹¹. Par le biais de ce pacte, les Puissances signataires allaient garantir les frontières tant «intérieures», à savoir celles entre les pays balkaniques, qu'«extérieures», c'est-à-dire celles entre les pays balkaniques et les pays tiers¹². Selon Titulescu, en outre, il n'y avait qu'une seule réaction à craindre – celle de la Bulgarie; et cela, parce que, si le gouvernement de Sofia acceptait la conclusion d'un tel pacte, il renoncerait *ipso facto* à la revendication des parties de la Macédoine annexées, après la fin des Guerres balkaniques et de la Première Guerre mondiale, par la Yougoslavie et la Grèce¹³. Or cela était alors à Sofia hors de question.

L'homme d'État roumain avait donc raison. Le 1^{er} novembre 1933, le roi Carol II de Roumanie rencontra le souverain bulgare à bord d'un bateau sur le Danube. Boris III opposa un refus net à l'adhésion de son pays au pacte balkanique alors en gestation¹⁴. Il n'eut pas, en conséquence, de plénipotentiaire bulgare lors de la signature du Pacte à Athènes en février 1934. Néanmoins, les quatre Puissances signataires, la Roumanie, la Yougoslavie, la Grèce et la Turquie, faisant preuve d'une finesse tout à fait remarquable, garantirent l'ensemble des frontières balkaniques – à savoir même des pays qui n'avaient pas signé le Pacte¹⁵. Or, ces pays étant deux, la Bulgarie et l'Albanie, il allait vite être prouvé que la réussite ou non du Pacte dépendrait surtout de l'Italie.

⁹ Voir notamment: II^e conférence balkanique, Istanbul-Ankara, 19–26 octobre 1931. *Documents officiels*. Première partie, Istanbul: Dotation Carnegie pour la paix internationale, 1932. Papanastassiou fut élu député déjà en 1912, à l'âge de 36 ans. (A. Provatat, *op. cit.*, p. 391.)

¹⁰ Voir K. Al. Karamanlis, *op. cit.*, p. 73 *sqq*; cf. le «Pacte d'Entente Cordiale», conclu entre la Grèce et la Turquie et signé à Ankara le 14 septembre 1933. Le texte: Ελληνική Δημοκρατία. Υπουργείον Εξωτερικών, *Συλλογή συνθηκών, συμβάσεων και συμφωνιών* (= République Hellénique. Ministère des Affaires étrangères, Collection de traités, conventions et accords), N^o 4 (1934), Athènes: Imprimerie Nationale, 1934.

¹¹ Grigorios Dafnis, *Η Ελλάδα μεταξύ δύο πολέμων, 1923–1940* (= La Grèce entre deux guerres, 1923–1940), vol. II (Athènes: Ikaros, 1955), pp. 242–243.

¹² *Ibidem*, p. 244.

¹³ Déjà en novembre 1933 le président du Conseil bulgare avait eu une longue conversation avec le ministre français à Sofia, Henri Cambon, au cours de laquelle il avait déclaré que «son pays demeurait hostile à toute espèce de pacte, restreint ou étendu, impliquant la confirmation des traités. (Voir Dimitris Michalopoulos, «L'attitude française à l'égard du pacte balkanique de 1934», *Balkan Studies* [Salonique], vol. 29, N^o 1 [1988], p. 48.)

¹⁴ *Ibidem*.

¹⁵ *Ibidem*, p. 248.

L'Albanie était depuis longtemps dans l'orbite de Rome. Conscient de cette «constante» de la réalité balkanique et anxieux de s'assurer le soutien italien en ce qui concernait l'affaire de Salonique, Vénisélos, aussitôt après les élections de 1928, se hâta de régler les différends entre Tirana et Athènes¹⁶; et cela fut interprété, à juste titre, par l'opinion publique albanaise comme une preuve de la nouvelle orientation, italophile cette fois-ci, de la politique extérieure grecque¹⁷. Quoi qu'il en soit, après la chute de Vénisélos en mars 1933¹⁸, le nouveau gouvernement grec, présidé par P. Tsaldaris, avait prévenu Mussolini du contenu du pacte à signer. Le 21 décembre 1933, Dimitrios Maximos, ministre grec des Affaires étrangères, entreprit une tournée dans les capitales des principales Puissances européennes. Après avoir fait escale à Zagreb, où il rencontra le roi Alexandre et B. Jeftić, déjà ministre des Affaires étrangères, il se rendit à Paris et ensuite à Rome, où il fut reçu par Mussolini en personne. Le ministre grec donna lecture au dictateur italien du pacte à signer – et celui-ci se contenta de rétorquer laconiquement: *bene*¹⁹. La suite, néanmoins, allait vite prouver que rien n'était *bene*. En effet, quelques semaines après, en janvier 1934, le *Giornale d'Italia* réprimandait les Grecs, car ils n'avaient pas demandé au préalable l'autorisation de Rome de procéder à la conclusion du Pacte²⁰; et bien que le ton de ce journal changeât au début du mois de mars²¹, c'est-à-dire après la signature du Pacte, il était clair désormais que Rome ne voyait pas d'un bon œil cette histoire d'«entente» balkanique. Pourquoi? Parce que le pacte balkanique était presque partout considéré comme le «résultat heureux» d'une entreprise de la diplomatie française²². Ceci était clair déjà quand D. Maximos se rendit à Paris – avant de rejoindre Rome²³. Ainsi, le gouvernement de Londres prit-il ses distances²⁴, tandis que – le pire – l'Albanie n'adhéra finalement pas au Pacte²⁵.

La conclusion? Le pacte balkanique ne pouvait assurer la paix aux peuples des Balkans; et cela, car aux termes d'un protocole secret annexé au pacte proprement dit, si un des pays signataires faisait objet d'agression de la part d'une Puissance non balkanique et si un autre pays balkanique s'alliait à l'agresseur, cela

¹⁶ Dimitris Michalopoulos, *Σχέσεις Ελλάδας και Αλβανίας, 1923–1928* (= Les relations gréco-albanaises, 1923–1928), Salonique: Paratiritis [1986], p. 160.

¹⁷ *Ibidem*, p. 159.

¹⁸ La chute définitive de Vénisélos eut lieu le 6 mars 1933; depuis cette date-là il ne fut jamais premier ministre de Grèce. Son dernier gouvernement, formé le 16 janvier 1933, n'eut aucune importance réelle, car il fut de brève durée. (A. Provatas, *op. cit.*, pp. 504–506.)

¹⁹ Gr. Dafnis, *op. cit.*, II, p. 246.

²⁰ D. Michalopoulos, «L'attitude française à l'égard du pacte balkanique de 1934», *op. cit.*, p. 51.

²¹ *Ibidem*.

²² *Ibidem*, pp. 49–50.

²³ Gr. Dafnis, *op. cit.*, II, p. 246.

²⁴ AHÉV, document N° I/54/26, lettre de G. Kafantaris à Eleuthérios Vénisélos, Athènes, le 14 février 1934.

²⁵ D. Michalopoulos, «L'attitude française à l'égard du pacte balkanique de 1934», *op. cit.*, pp. 51–52.

serait un *casus foederis* des signataires du Pacte contre le pays allié de l'agresseur²⁶. L'obsession italophile de Vénisélos²⁷ paraissait maintenant bien fondée: Si l'Italie attaquait la Yougoslavie par exemple, quelle serait l'attitude de la Grèce ?

Selon Titulescu, tel problème n'existait pas. Bien que le Pacte ne fût qu'une alliance militaire visant à la sauvegarde de la paix dans la Péninsule, l'interprétation de ses clauses par l'homme d'État roumain reposait sur sa conviction que l'Entente balkanique n'était guère obligée de se mobiliser contre une Puissance non balkanique qui aurait agressé un pays dans les Balkans. Si, par exemple, comme l'affirmait Titulescu à Kafantaris, l'Italie attaquait la Yougoslavie et si la Bulgarie s'alliait au pays agresseur, l'Entente balkanique aiderait militairement la Yougoslavie seulement contre la Bulgarie et non pas contre l'Italie. D'accord, Kafantaris acquiesça-t-il, mais si Mussolini voyait les choses d'un œil tout à fait différent et envoyait la flotte italienne faire le blocus des côtes grecques? La Grèce se trouverait alors dans une position analogue à celle de la Grande Guerre: les flottes britannique et française ayant alors investi presque l'ensemble du littoral de la Grèce du sud, la population souffrit d'un manque terrible d'approvisionnement et les conséquences politiques et psychologiques furent énormes. Personne en Grèce ne voulait que ce drame se répât.

Titulescu, au cours de ce fameux entretien du 14 février, avança l'argument, guère irraisonnable, qu'une guerre entre l'Italie et la Yougoslavie serait le début d'une nouvelle guerre européenne, voire mondiale. Dans ce cas-là, la neutralité grecque serait impossible. La réponse de Kafantaris fut sèche: la Grèce ne voulait pas prendre part à un nouveau conflit européen et, au bout du compte, la neutralité n'était guère impossible pour elle. Et ce fut là que l'entretien des deux hommes politiques prit fin²⁸.

Les cartes étaient désormais brouillées: tandis que Vénisélos et ses amis avaient, pendant les années 1916–1917, coupé la Grèce en deux afin que leur pays «marchât» en faveur de l'Entente, maintenant les mêmes personnalités préconisaient la neutralité. Bien entendu, cela allait avoir des conséquences graves.

II.

Vénisélos était né en 1864²⁹ près de La Canée, alors capitale de l'île de Crète qui était à cette époque-là sous la souveraineté de la Sublime Porte. Son père,

²⁶ Le texte du protocole secret: Gr. Dafnis, *op. cit.*, II, pp. 250–251.

²⁷ Que l'on considérerait au Quai d'Orsay comme de plus en plus *inféodé à l'Italie*. (*Ibidem*, p. 52.)

²⁸ AHÉV, document N° I/54/26, lettre de G. Kafantaris à Éleuthérios Vénisélos, Athènes, le 14 février 1934.

²⁹ Ou même en 1863. Voir Manoussos R. Koundouros, *Ιστορικοί και διπλωματικοί αποκαλύψεις. Ιστορικά γεγονότα, 1890–1923* (= Confidences historiques et diplomatiques. Événements historiques, 1890–1923). Notes et commentaires par Harikleia G. Dimakopoulou et Éleuthérios G. Skiadas (Athènes, 1997²), p. 329.

originaire de l'Asie Mineure (et très probablement Arménien lui-même)³⁰, avait passé plusieurs années dans le royaume de Grèce, fondé après la fin de la Révolution de 1821, où tous les chrétiens provenant de la Turquie étaient les bienvenus. Il prit, en conséquence, la citoyenneté grecque et entama une carrière de fonctionnaire. Mais il fut vite déçu: son emploi ne lui rapportait pas assez d'argent. Il décida donc de s'en aller de la Grèce libérée et rentrer en Turquie – en Crète cette fois-ci. Ceci fait, il y entreprit au début le commerce d'huile d'olive; et quand il amassa du capital il ouvrit, dans la ville de La Canée, un magasin de quincaillerie. Son épouse était la fille d'une modeste famille de paysans crétois, complètement illettrée mais très dévouée aux siens.

Le ménage eut plusieurs enfants dont Éleuthérios était le fils cadet. Il était intelligent – contraste frappant avec son frère aîné qui souffrait de débilité mentale³¹. Or, grâce à une loi promulguée en Grèce en 1856³², aux termes de laquelle si quelqu'un avait la citoyenneté grecque, tous ses enfants étaient *ipso facto* des Grecs, Éleuthérios n'était pas sujet ottoman; et cela allait acquérir une grande importance, quand, au début du XX^e siècle, il fut appelé à gouverner la Grèce.

En tout cas, les affaires de son père marchaient bien. Ainsi Éleuthérios fut-il en mesure de faire ses études secondaires à Hermoupolis, à savoir la capitale de l'île de Syros, qui appartenait déjà au royaume de Grèce, et ensuite faire son droit à l'université d'Athènes. Rentré en Crète, il fit carrière d'avocat à La Canée, où il eut un grand succès. Alors indifférent aux questions de religion, il n'hésitait point à recruter des clients parmi les Musulmans, encore très nombreux dans les villes de Crète – ce qui faillit lui coûter cher, car il fut sur le point d'être assassiné par des Chrétiens. Il était néanmoins protégé par son beau-frère, Konstantinos Mitsotakis, époux de sa sœur Katingo³³. Parmi les dirigeants de la faction anglophile en Crète, celui-ci aida le jeune Éleuthérios à faire carrière politique.

L'histoire de l'île de Crète à cette époque-là n'est que partiellement connue. Les Britanniques voulaient en faire, paraît-il, un État autonome, soumis à leur influence, afin de bien contrôler la fameuse «voie aux Indes»³⁴. Les autres Puissances cependant n'étaient pas tellement disposées à laisser la main libre au gouvernement de Londres. Ce qui plus est, la population chrétienne de l'île, très turbulente, se trouvait en état de soulèvement presque perpétuel contre la domination ottomane. En 1895, c'est une vraie révolution qui fut déclenchée. Maintenant, le but des insurgés n'était pas l'union de l'île avec le royaume de

³⁰ *Ibidem*.

³¹ Il fut frappé de typhus, alors qu'il n'avait que deux ans. (Stef. I. Stéfanou, *Ελευθέριος Βενιζέλος, πλαστοουργός Ιστορίας* (= Éleuthérios Vénisélos, créateur d'histoire), Athènes, 1977, p. 8.

³² La loi civile N° 391.

³³ Diminutif d'Aikatérini (= Catherine).

³⁴ Voir notamment Miranda Stavrinou, *Η αγγλική πολιτική και το κρητικό ζήτημα, 1839–1841* (= La politique britannique et l'affaire crétoise, 1839–1841), Athènes: Domos, 1986.

Grèce, comme auparavant, mais l'autonomie, parce qu'ils croyaient, à juste raison, qu'un tel régime favoriserait l'élément chrétien, voire grec, désormais en plein épanouissement³⁵. Or, le chef de la révolution était russophile – ce qui inquiéta grandement les Anglais³⁶. Quoi qu'il en soit, les premiers succès des Chrétiens soulevés provoquèrent des vagues d'enthousiasme à Athènes, ce qui amena le roi des Hellènes, Georges I^{er}, à envoyer un corps expéditionnaire en Crète, dont le chef déclara qu'il occupait l'île «au nom de son souverain». Bien entendu, la guerre entre la Grèce et l'empire ottoman devint inévitable: elle commença au mois d'avril 1897 et finit au bout de quelques semaines. L'armée grecque fut vaincue et si les Turcs n'entrèrent pas à Athènes, ce fut grâce à l'intervention des Grandes Puissances. Or, cette défaite tourna en faveur du roi des Hellènes. L'île de Crète fut déclarée autonome par les Puissances; des troupes britanniques, françaises, italiennes et russes occupèrent les villes principales, tandis qu'un des fils du roi Georges, le prince Georges de Grèce (homonyme de son père), vint en Crète au mois de décembre 1898 à titre de Haut Commissaire des quatre Puissances qui désormais protégeaient l'île.

Pourtant, ce n'est que récemment que l'on tira au clair cette bizarre affaire. Le roi Georges I^{er} procéda à l'«occupation militaire» de l'île de Crète bien qu'il sût très bien que cela provoquerait la guerre avec la Turquie. Mais il s'était auparavant rendu à Vienne, où, à la suite des conversations qu'il y avait eues avec l'empereur François-Joseph et le comte Agenor Maria Adam Gofuchowski, ministre des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie, il fut convaincu que la défaite (inévitabile) de son royaume dans la guerre avec la Porte apporterait la solution heureuse de l'affaire crétoise. Mais attention: cette solution serait au niveau non pas national mais dynastique. On allait créer un nouvel État dans la Méditerranée orientale et cet État serait donné à l'un de ses fils. Étant donné donc que Georges I^{er} était un souverain prolifique et, par conséquent, anxieux de voir ses rejetons «bien placés», il accepta la honte d'une défaite militaire en vue d'une récompense pour sa famille en Crète. Une seule condition lui fut posée pour conclure cet arrangement: la marine de guerre grecque devait éviter toute opération «contre le port et la ville de Salonique»³⁷.

Il est bien connu que le dénouement de cette histoire aurait lieu au cours de la deuxième décennie du XX^e siècle, à savoir pendant la Première Guerre balkanique: le roi Georges n'empêcha ni les opérations de bateaux de guerre grecs contre le port de Salonique, ni l'occupation de cette ville par des troupes grecques – d'où son

³⁵ M.R. Koundouros, *op. cit.*, p.15.

³⁶ *Ibidem*.

³⁷ Voir journal *Πατρίς* (= La Patrie [Athènes]), N° 6008 (15 septembre 1910), pp. 1-2; cf. Dimitris Michalopoulos, «Σκέψεις για τον Εθνικό Διχασμό» (= Quelques considérations sur le schisme national grec), *Ανακοινώσεις ημερίδος (16 Νοεμβρίου 1996) για την εξηκοστή επέτειο του θανάτου του Ελευθερίου Βενιζέλου* (= Actes du colloque [16 novembre 1996] pour l'anniversaire du décès d'Éleuthérios Vénisélou), Athènes: Club libéral-Musée d'Éleuthérios Vénisélou, 1997, pp. 8-15.

assassinat en mars 1913. Mais pour le moment, c'est-à-dire en décembre 1898, la «fin de siècle» paraissait idyllique en Crète. Le prince Georges de Grèce était résolu, dynamique et, au bout de quelques mois, l'île était plongée dans une prospérité totalement inconnue jusqu'alors. Or, le prince, désormais Haut Commissaire des Puissances, avait un grand défaut: il était russophile; et par-dessus le marché, il faisait l'objet d'une gratitude pratiquement sans bornes de la part de l'empereur de Russie, Nicolas II, étant donné que pendant une visite au Japon lui, le prince de Grèce, avait sauvé la vie du czar (qui n'était à l'époque que le prince héritier de Russie)³⁸. Ainsi quand le prince voulut trouver une solution au problème 'national' de l'île, à savoir son union avec le royaume de Grèce, ÉI. Vénisélos, son «conseiller» (ministre) de la Justice, réagit violemment. Si l'union de la Crète à la Grèce indépendante s'effectuait par le biais des liaisons dynastiques du prince Georges, cela signifierait que la Russie allait y jouer un rôle primordial. ÉI. Vénisélos entreprit donc une campagne de presse contre le Haut Commissaire et prit ensuite les armes. Ses partisans se réunirent dans un petit village montagneux et réclamèrent, pour la Crète autonome, un régime «constitutionnel», voire libéral; et bien que la population de l'île restât, dans sa grande majorité, fidèle au prince, le refus catégorique des Britanniques à ce que les troupes d'occupation de l'île intervinssent contre les insurgés, paralysa la réaction du Haut Commissaire³⁹. Celui-ci, en effet, ne disposait pas d'armée mais tout simplement d'une force de gendarmerie, qui, à elle seule, n'était pas en mesure de réprimer la rébellion. Ainsi se vit-il obligé, en 1906, d'abdiquer; et Vénisélos gouverna l'île, en «dictateur parlementaire» jusqu'au moment où, après le soulèvement militaire qui eut lieu à Athènes au mois d'août 1909, il fut appelé à gouverner la Grèce indépendante.

III.

À Athènes, Vénisélos fut assisté notamment par le roi Georges I^{er}, malgré l'hostilité dont celui-là avait fait preuve à l'égard du fils de celui-ci, le prince Georges, en Crète. La raison est facile à deviner: à l'instar de Vénisélos, le souverain était anglophile et – à l'époque – les Anglais favorisaient ouvertement Vénisélos. Pourquoi? En raison du pétrole.

Au début du XX^e siècle, les dirigeants de la Marine de guerre britannique commencèrent à remplacer, dans les bateaux, le charbon par le pétrole⁴⁰; mais

³⁸ Un Japonais avait attaqué Nicolas afin de le tuer. Le prince Georges frappa alors le Japonais de sa canne et sauva la vie du futur czar de Russie. Voir notamment Sp. V. Markésinis, *Πολιτική Ιστορία της Νεωτέρας Ελλάδος, 1828–1964* (= Histoire politique de la Grèce moderne, 1828–1964), vol. II (Athènes: Papyros, 1966), pp. 282, 353.

³⁹ Voir surtout Sp. V. Markésinis, *op.cit.*, vol. III (Athènes: Papyros, 1966), p. 37 *sqq.*

⁴⁰ Winston S. Churchill, *The World Crisis, 1911–1918*, vol. I (Londres: Odhams Press, s.d.), pp. 100–103.

tandis qu'il y a du charbon dans le Royaume-Uni, il n'y a guère de pétrole. En conséquence, l'approvisionnement en pétrole des bâtiments de Sa Majesté devint vite une question de vie ou de mort pour la Grande-Bretagne. L'existence non seulement de l'empire mais aussi du royaume reposait désormais sur le pétrole. Où les Anglais iraient en trouver? Évidemment, là où il y en avait plein, à savoir dans l'empire ottoman⁴¹. Le corollaire en fut que la fin de la Sublime Porte était déjà dans le collimateur.

Cette «fin» avait obtenu le consentement des Puissances qui allaient, un peu plus tard, former l'alliance victorieuse de la Grande Guerre. Le prélude du démembrement de l'État ottoman fut la guerre italo-turque en Cyrénaïque (1911–1912); mais l'acte principal était la Première Guerre balkanique, en théorie orchestrée par l'empereur de Russie, Nicolas II, pendant laquelle prit pratiquement fin la souveraineté du padichah en Europe.

Il est clair aujourd'hui que les Britanniques aidèrent de façon tacite mais très efficace l'armée grecque dans les opérations en Macédoine. Et quand, en 1913, l'armée grecque écrasa l'armée bulgare (décimée par le choléra), une vague d'enthousiasme souleva le royaume des Hellènes tout entier. Les victoires furent créditées à Vénisélou, qui signa, au mois d'août 1913, le traité de paix de Bucarest. Mais le roi Constantin avait aussi ses ardents partisans. Ainsi, quand, pendant l'été de 1914, se posa la question de l'attitude que la Grèce devait observer dans le conflit mondial, le pays se vit vite scindé en deux. L'ainsi dite «Vieille Grèce», c'est-à-dire le Péloponnèse, la Grèce continentale, les Cyclades et les îles Ioniennes soutenaient le roi, germanophile au fond mais qui, pour le moment, préconisait la neutralité, tandis les provinces du royaume annexées après les Guerres Balkaniques prenaient parti en faveur de Vénisélou, ami éminent de l'Entente. Celui-ci réussit à s'imposer en 1917 – mais avec l'appui militaire, voire violent, des Français et des Britanniques⁴². En 1918, la Grèce comptait parmi les vainqueurs; et l'année suivante Vénisélou se lança dans l'aventure de l'Asie Mineure.

La guerre gréco-turque ainsi entamée dura trois ans. Or, Vénisélou perdit les élections du 1^{er} novembre 1920, car la population de la Grèce du sud n'avait pas oublié le roi Constantin, son souverain idéal, et, en plus, elle n'avait jamais adopté

⁴¹ En Europe, les gisements pétroliers les plus riches se trouvaient en Roumanie; et la perte de ces gisements allait contribuer grandement à la défaite allemande en 1918. (Voir *War memoirs of David Lloyd George*, vol. I [Londres: Odhams Press, s.d.], p. 500; vol. II [Londres: Odhams Press, s.d.], pp. 1920–1921, 2000.

⁴² Une bibliographie très sommaire: Demetra Vaka, *In the heart of German intrigue*, Boston et New York: Houghton Mifflin Company, 1918; Robert Vaucher, *Constantin détrôné. Les événements de Grèce, février–août 1917*, Paris: Perrin et C^{ie}, 1918²; Général Sarrail, *Mon commandement en Orient (1916–1918)*, Paris: Ernest Flammarion, 1920; Général Regnault, *La conquête d'Athènes (Juin–Juillet 1917)*, Paris: L. Fournier, 1919; et aussi le livre d'Édouard Driault, *Le basileus Constantin XII. Héros et martyr*, Paris: Recueil Sirey, 1936.

l'idée de la reconquête de l'Asie Mineure sur les Turcs. Malgré tout cela, les adversaires de Vénisélos qui lui succédèrent au pouvoir ne voulurent pas mettre fin au conflit – ce qui provoqua la défaite grecque de l'année 1922. C'est un long débat qui s'ouvrit alors sur les causes de la campagne grecque en Asie Mineure, mais ce n'est que récemment, après le dépouillement de sources turques de premier ordre, que l'on a commencé à bien comprendre ce qu'eut alors lieu. Selon toute probabilité donc – et mise à part l'obsession nostalgique de Vénisélos pour la ville de Smyrne, où au XIX^e siècle vivaient encore des membres de la famille de son père – le pétrole était, encore une fois, le facteur qui avait grandement contribué au déroulement des événements. Il est bien connu, en effet, que le 3 novembre 1918 les troupes britanniques, en violation de l'armistice signé à Moudros quelques jours auparavant, avaient occupé la région de Mossoul, riche en gisements pétroliers. Les Turcs ne l'acceptèrent pas et la reprise des hostilités devint très probable. En conséquence, l'armée turque (guère négligeable malgré sa défaite dans la Grande Guerre) devait avoir les mains liées dans la partie ouest de l'Asie Mineure pour ne pas attaquer les Britanniques au nord de l'Irak⁴³.

Quoi qu'il en fût, grâce à sa défaite électorale de 1920, personne ne blâma Vénisélos pour la guerre et la défaite, tandis que ses principaux adversaires furent tenus responsables et fusillés. Mais quand il assumait de nouveau le pouvoir en 1928, Vénisélos n'avait plus les mêmes sentiments à l'égard des Britanniques. Ils avaient été ses protecteurs traditionnels... d'accord. Mais ils avaient provoqué la ruine du Christianisme en Asie Mineure, à savoir le pays des Sept Chandeliers d'or de l'Apocalypse⁴⁴, et maintenant n'étaient guère disposés à aider la Grèce contre les Yougoslaves qui briguaient Salonique. C'est ainsi donc qu'il s'était tourné vers l'Italie fasciste.

IV.

C'est un problème qui se pose au chercheur: compte tenu qu'à la conclusion du pacte balkanique Vénisélos n'était pas au pouvoir, comment fut-il informé du protocole secret, aux termes duquel l'agression d'un pays balkanique par un autre,

⁴³ Selon le dire de Mustafa Kémal: *Là-dessus, les opposants arrêtaient le courant qui visait à l'offensive. Modifiant leur système d'attaque, ils adoptèrent une autre théorie. Cette fois ils disaient: «Notre véritable adversaire n'est pas la Grèce, ni l'armée grecque. Si même nous arrivons à la vaincre complètement, notre cause ne sera pas plus avancée. Il faudra vaincre encore effectivement les Puissances de l'Entente, en particulier l'Angleterre. Pour cela, il nous faudra laisser un rideau de troupes devant l'armée grecque, concentrer notre armée principale à l'est [sic] de l'Irak et attaquer les Anglais. Voici ce qui nous reste à faire, si l'on est pour la théorie de faire triompher notre cause par les armes».* (Discours du Ghazi Mustafa Kemal, Président de la République Turque [Ankara: Conseil Suprême de Culture, de Langue et d'Histoire Atatürk. Centre de recherches Atatürk, 2003²], p. 551.)

⁴⁴ L'Apocalypse, 1: 11-12.

non balkanique, serait un *casus foederis* pour les Parties *signataires* du Pacte? Selon toute probabilité, il en fut informé par la légation... soviétique à Athènes!⁴⁵ Moscou était contraire au Pacte et, en plus, Vénisélos lui était *persona grata*. En effet, malgré la campagne grecque «contre les Rouges» en Ukraine en 1919, due à son initiative, l'homme d'État grec comptait parmi les protagonistes de la fondation, en 1918, du Parti Socialiste Ouvrier, précurseur du Parti Communiste grec⁴⁶. Mais le plus important était que, d'après des sources grecques au moins, l'Union Soviétique voulait avoir les «mains libres» dans le cas d'une guerre russo-roumaine, nullement improbable alors⁴⁷; d'où son hostilité au Pacte.

Quoi qu'il en soit, Vénisélos s'opposa ardemment au pacte balkanique et essaya d'empêcher sa ratification par le Parlement. À la suite de ses protestations (et bien qu'il ne fût plus au pouvoir), une conférence des leaders politiques grecs commença, le 26 février 1934, ses travaux à Athènes, au ministère des Affaires étrangères. Kafantaris y participa et fut presque violent; bien instruit par Vénisélos il parla sans ambages et qualifia le Pacte de «suicidaire»⁴⁸.

Finalement, Vénisélos ne fut pas en mesure d'empêcher la ratification du Pacte. Mais D. Maximos, ministre grec des Affaires étrangères, fut obligé de faire, dans le Parlement et au moment de la ratification, une déclaration rédigée par Vénisélos en personne. Selon cette déclaration, la Grèce, en vertu du Pacte, n'entrerait jamais en guerre contre une Grande Puissance⁴⁹; autrement dit, dans le cas d'une agression italienne contre la Yougoslavie ou soviétique contre la Roumanie, la Grèce resterait neutre, même si des puissances balkaniques prenaient part à ces agressions. Et par-dessus le marché, Vénisélos, n'étant guère convaincu de la sincérité du gouvernement grec, publia une série d'articles dans un grand journal athénien, où il déclara ouvertement que le Pacte ne servait que les intérêts roumains et yougoslaves⁵⁰. Il était acide – et le corollaire en fut son aliénation non seulement des mondes politiques roumain et yougoslave mais aussi des Turcs, qui, pourtant, avaient tambour battant reconnu en sa personne le pionnier de la réconciliation gréco-turque⁵¹.

*
* *

⁴⁵ Gr. Dafnis, *op. cit.*, vol. II, 249.

⁴⁶ AHÉV, I/90/3, A. Benaroya à Iphigénia Anastassiou, responsable des archives du Musée Bénaki (Athènes), Holon-Israel, 31 mai 1976 et 19 juillet 1976 (photocopies). A. Benaroya était le secrétaire de la Fédération socialiste de Salonique.

⁴⁷ Gr. Dafnis, *op. cit.*, vol. II, 249.

⁴⁸ *Ibidem*.

⁴⁹ *Επίσημα Πρακτικά των Συνεδριάσεων της Βουλής* (= Travaux parlementaires. Procès-verbaux), Β' σύνοδος (=2^e session), συνεδρίαση 15ης Μαρτίου 1934 (séance du 15 mars 1934), Athènes: Imprimerie Nationale, 1935, p. 22.

⁵⁰ *Ελεύθερον Βήμα* (= La Tribune libre [Athènes]). 11–18 avril 1934.

⁵¹ Gr. Dafnis, *op. cit.*, vol. II, pp. 256–258.

Vers la fin de la vie de Vénisélos, l'Italie était l'obsession du grand homme d'État. Tacitement mais décidément il s'était tourné contre l'Angleterre, sa grande amie d'autrefois. Pourquoi? Des raisons strictement politiques ne suffisent pas pour interpréter cette orientation inattendue. En conséquence, il faut avoir recours à la psychologie, voire à l'analyse de ses sentiments. Sous la protection d'Albion, Vénisélos avait été toujours le vainqueur. Il avait obligé le Haut Commissaire des Puissances en Crète, le prince Georges de Grèce, à abdiquer; il avait détrôné le roi des Hellènes, Constantin; la défaite grecque en Asie Mineure était interprétée comme une preuve de sa perspicacité politique. Bref, nul n'osait mettre en question sa valeur. Mais... le trauma du schisme national grec des années 1916–1917 n'était pas oublié; en Asie Mineure il n'y avait plus de chrétiens; et en 1928 les Britanniques, pour lesquels la Grèce s'était coupée en deux pendant la Grande Guerre et vaincue par les Turcs en Asie Mineure, ne voulaient rien faire pour que Salonique restât grecque. Or, si même Salonique, la belle conquête de l'année 1912, était pratiquement perdue, la mémoire de Vénisélos serait-elle honorée par les générations futures des Hellènes?

La suite des événements est trop connue pour être répétée ici. En 1935, un putsch véniséliste avorté eut lieu en Grèce. Vénisélos se vit obligé de s'expatrier en Italie d'abord et ensuite à Paris, où sa femme, la richissime Helena Schilizzi⁵², membre éminent de la colonie grecque de Londres⁵³ possédait un appartement au numéro 22 de la rue Beaujon. Là, Él. Vénisélos continua à suivre les événements en Grèce, où la monarchie était restaurée en la personne du roi Georges II, fils du roi Constantin. Au mois de mars 1936, Vénisélos écrivit le brouillon d'une lettre qui était adressée à l'un de ses amis en Grèce. Vénisélos y insistait pour que le roi suivît une politique italophile et point anglophile. Sa femme lut le brouillon et lui conseilla de ne pas écrire une telle lettre. Vénisélos protesta et une dispute s'ensuivit. L'homme d'État fut frappé de congestion cérébrale; sa femme appela alors un médecin français, son ami, et celui-ci fit à Vénisélos une transfusion sanguine. Vénisélos décéda le 18 mars 1936 – et l'attitude anglophile de la Grèce s'en trouva énormément consolidée.

Qu'est-ce qui se serait passé, si l'on avait fait à Vénisélos, au lieu de transfusion, une saignée – comme c'était la règle, en cas de congestion cérébrale, dans tous les villages de la Grèce, voire des Balkans? Peut-être Vénisélos aurait-il survécu et ainsi, le rôle grec dans la Seconde Guerre mondiale aurait été différent.

Mais il est bien connu que les «si» ne font pas l'Histoire.

⁵² Elle était sa seconde épouse, la première étant décédée en 1894, à savoir quatre ans à peine après leur mariage.

⁵³ Helena Veniselos, *À l'ombre de Veniselos*. Préface de A. d'Ormesson (Paris: Génin, 1955), p. 13.